



**- A R R E T E N° T-22G170 -**

**RÈGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION  
SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°35**

**Le Président du Conseil départemental de l'Orne,**

**VU** les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

**CONSIDÉRANT** que pour assurer la sécurité des usagers et pour permettre la réalisation de travaux de **déploiement de la fibre optique pour l'opérateur ORANGE**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la **RD 35 sur la commune de LOUVIÈRES-EN-AUGE**, hors agglomération,

**- A R R E T E -**

**ARTICLE 1er** - La circulation générale sera réglementée sur la **RD 35** du PR 3+268 au PR 4+193 sur la commune de **LOUVIÈRES-EN-AUGE**, du **29/08/2022** au **12/09/2022**. En fonction des travaux, elle s'effectuera alternativement par voie unique et sera réglée **soit par feux tricolores (fiche CF24 du guide SETRA), ou bien manuellement à l'aide des piquets K10 (fiche CF23 du guide SETRA), par sections d'une longueur maximale de 400 mètres**. La vitesse sera limitée à 50 km/h, il sera interdit de dépasser et de stationner dans les deux sens. En fonction de l'avancement des travaux et en dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie, l'alternat sera déposé et la signalisation sera adaptée aux éventuels dangers à indiquer aux usagers.

**ARTICLE 2** - Les prescriptions de l'article 1 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. La mise en place de cette signalisation de police sera assurée par l'entreprise **SPIE-Citynetworks**, après accord des services locaux du Conseil départemental (agence des infrastructures départementales des Pays d'Auge et d'Ouche).

**ARTICLE 3** - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

**ARTICLE 5** - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne ([www.orne.fr](http://www.orne.fr)). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télécourants citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

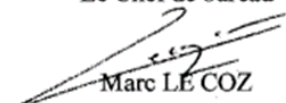
**ARTICLE 6** - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,  
- M. le Maire de LOUVIÈRES-EN-AUGE,  
- M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Orne,  
- M. le Directeur de l'entreprise SPIE-Citynetworks, 9 rue Michel BRILLAND – 61200 GOUFFERN-EN-AUGE (UROU ET CRENNES),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Fait à ALENÇON, le 11 août 2022

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation,  
Le Chef de bureau

  
Marc LE COZ